

République Démocratique du Congo: déclaration du Haut Représentant, au nom de l'UE, suite à la publication du dernier rapport du groupe d'experts des Nations unies

<https://www.consilium.europa.eu/>

L'UE salue les multiples initiatives résolues menées par l'Afrique pour s'attaquer aux causes profondes du conflit dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC). L'UE réaffirme son plein soutien aux processus de Luanda et de Nairobi et appelle toutes les parties à mettre rapidement en œuvre les décisions prises dans ce cadre. L'UE salue l'engagement politique des Chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et de l'Angola, et en particulier le leadership de l'ancien président Uhuru Kenyatta, du président William Ruto du Kenya, du président Joao Lourenço de l'Angola et du président Evariste Ndayishimiye du Burundi, président de l'EAC. L'UE se joint à eux pour appeler tous les acteurs à intensifier leurs efforts en vue d'un règlement pacifique des conflits et à respecter les engagements déjà pris.

L'UE réitère son soutien à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de tous les pays de la région et condamne fermement tout soutien aux groupes armés locaux ou étrangers. Tout soutien à ces groupes armés, à leur activités militaires non sollicitées en territoire étranger, ainsi qu'au non-respect de l'embargo de l'ONU sur les armes et sur le régime de sanctions sont en violation directe du droit international applicable et des multiples engagements pris par les pays de la région. L'UE prend note de la levée de l'obligation de notification pour les livraisons d'armes au gouvernement de la RDC.

L'UE se félicite des travaux et du récent rapport du groupe d'experts des Nations unies mandatés par le comité des sanctions des Nations unies sur la RDC, et est profondément troublée par ses conclusions. L'UE soutient pleinement ses recommandations.

L'UE exhorte la RDC, le Burundi, le Rwanda, et l'Ouganda à répondre intégralement aux conclusions du rapport. Plus précisément, **l'UE exhorte vivement le Rwanda de cesser de soutenir le M23** et d'utiliser tous les moyens pour faire pression sur le M23 afin qu'il se conforme aux décisions prises par la CAE et lors du mini-sommet sur la paix et la sécurité dans la région orientale de la RDC à Luanda le 23 novembre 2022. Elle exhorte également vivement tous les États de la région à empêcher tout soutien aux groupes armés actifs en RDC. Elle appelle la RDC à stopper et empêcher toute coopération entre les FARDC et les groupes armés, notamment les FDLR, et à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la population civile sur son territoire. Des consultations redynamisées avec tous les groupes armés locaux visant à leur engagement envers le programme de désarmement, démobilisation, réintégration communautaire et stabilisation, et le démantèlement des groupes armés étrangers, sont des éléments importants de toute solution politique à long terme à la crise dans l'est de la RDC et dans la région.

L'UE condamne avec la plus grande fermeté la xénophobie, les discours de haine et l'incitation à la violence visant toute personne ou tout groupe en raison de sa race ou de son origine ethnique, et demande que les responsables soient traduits en justice.

L'UE se félicite du renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), reconnaissant le rôle essentiel de la MONUSCO pour assurer la paix future dans l'est de la RDC et donc dans l'ensemble de la région. L'UE condamne toute violence à l'encontre de la MONUSCO et toute incitation à celle-ci.

L'UE réitère son entière solidarité avec les populations de l'est de la RDC qui continuent de payer le prix de cycles prolongés de violence, de violations des droits de l'homme et d'exactions. L'UE condamne avec la plus grande fermeté les taux élevés de violences sexistes et sexuelles perpétrées par des groupes armés et des acteurs étatiques en RDC. L'activité persistante des groupes armés aggrave la crise humanitaire qui touche 27 millions de personnes dans tout le pays qui ont un besoin urgent d'assistance.

L'UE reste engagée et prête à soutenir la stabilisation et le développement durable de la partie orientale de la RDC et de la région par tous les moyens à sa disposition, sur la base d'une stratégie renouvelée pour les Grands Lacs qui est actuellement en cours de finalisation.